

Développer une économie de proximité

Table-ronde, vendredi 3 mai. Intervenants: Chiara Barberis, cheffe de service Agenda21 – Ville durable, Ville de Genève; Christophe Dunand, directeur général de Réalise et comité Après-Genève; Martin Hofstetter, chef du service d'urbanisme, Ville de Renens. Modération: Nicolas Gachet et Michaël Gonin, Université de Lausanne.

Questions de départ. De nombreux acteurs cherchent à développer une économie de proximité. Mais quels produits et services peut-on exactement offrir dans une économie de proximité? Quels en sont les bienfaits et les limites? Pourquoi et comment l'encourager?

Nicolas Gachet présente des éléments de contexte. Le processus de globalisation a engendré des mutations profondes aux plans économiques et sociaux. On assiste à une reconfiguration des territoires avec déplacement et séparation entre lieux de production et de consommation; séparation des lieux de vie et de travail; avec une augmentation des transports, apparition des questions sanitaires (traçabilité, qualité), exclusion par la disparition de professions, exclusion de la vie sociale (ex.: personnes âgées qui ne trouvent plus dans leur quartier les produits dont elles ont besoin), concentration sur quelques activités et dépendance: (ex.: trading/négoce à Genève).

En réaction, la notion d'économie de proximité suppose un ancrage territorial à l'échelle d'un quartier, d'une ville, agglomération, région, etc. Elle a pour but un développement ou un bien-être local, en valorisant les ressources humaines et naturelles propres au territoire. Sont apparues: l'agriculture contractuelle de proximité; des appellations et labels régionaux; la réindustrialisation et la relocalisation de certaines entreprises; des chambres de l'économie sociale et solidaire en Suisse romande (Genève, Vaud, Neuchâtel, Jura, Berne); etc.

Christophe Dunand explique que l'économie de proximité et l'économie sociale et solidaire (ESS) sont deux visions complètement convergentes: l'ESS doit participer aux changements importants dans nos modes de production, de consommation et nos modes de vie pour faire face au changement climatique et augmenter la cohésion sociale.

Tous les produits nécessaires sont déjà offerts par des organisations de l'ESS (habitat, banques, caisses de pension, assurances, alimentation, services de réparation, etc.). Parmi quelques activités d'avenir M. Dunand envisage un développement de l'économie de la réparation (vélos, etc.), la logistique et la micro-logistique par la mobilité douce, la relocalisation de certaines productions dans tous les secteurs où les marques s'octroient de très fortes marges (par exemple les vêtements), dans l'auto-construction et l'auto-rénovation pour rendre plus accessible et accélérer la rénovation énergétique des bâtiments.

Chiara Barberis propose des pistes pour les villes en vue de favoriser la diversité / mixité économique. Si les villes ne sont pas en charge de la promotion économique, elles peuvent travailler sur les niches (des lieux d'expérimentation et des activités différentes du mainstream économique) en favorisant la prise d'initiative et les idées plus radicales qui peuvent former ensuite un courant dominant; elles peuvent aussi remobiliser les citoyens dans l'économie en encourageant la réappropriation des processus (production, distribution).

Les leviers actionnés à Genève sont: les instruments d'aménagement du territoire qui ont permis de réserver les rez-de-chaussée des immeubles à des activités ouvertes au public; la location et la mise à disposition des espaces détenus par la ville (Genève dispose de 1'800 arcades, et 120 cafés et restaurants, parcs, etc.) pour des activités donnant une prépondérance à l'utilité sociale et des loyers en fonction du chiffre d'affaires, donc proches de la gratuité pour des entreprises nouvellement créées; des subventions; la simplification des démarches pour la mise à disposition d'espaces publics extérieurs; la création d'une banque de microcrédit dotée de 10 millions de francs; le soutien d'un incubateur pour la création d'entreprises de l'ESS; la sensibilisation et la promotion de l'ESS.

S'ils ne peuvent acquérir de nouveaux espaces, Chiara Barberis appelle les pouvoirs publics à utiliser au mieux leurs espaces extérieurs ou bâtis et à les mettre à disposition d'activités. M. Dunand propose que les collectivités soient plus exigeantes lors de l'attribution de baux à loyer de telle sorte que les espaces publics vendent des produits de qualité et que ces espaces deviennent un réel levier. Il évoque, en outre, les activités possibles sur l'espace total que recouvrent les places de parc automobile.

Depuis Renens. Martin Hofstetter représente quant à lui Renens, ville de 20'000 habitants et ouvrière qui n'a ni les moyens fonciers ni financiers de villes comme Genève ou Lausanne. Il évoque la spécialisation du travail comme des territoires et dénonce le zonage qui «a fait beaucoup de mal à nos villes», ainsi que les couches de lois et réglementations qui vont rester encore un certain temps des obstacles difficiles à surmonter pour réaliser la mixité des usages tant souhaitée.

M. Hofstetter fait remarquer que si Renens est une ville ouvrière et dispose actuellement d'activités artisanales ou industrielles sur son territoire, le programme d'agglomération Lausanne-Morges (PALM) prévoit de réduire la part de telles activités à 1% à l'avenir sur le périmètre de l'agglomération.

M. Hofstetter évoque également l'accès de tous et l'usage des espaces publics. Un des endroits de la mixité des personnes comme des usages est l'espace public. Il est censé être à la disposition de tous, mais dans les requalifications on observe une tendance à l'utiliser pour donner une plus-value aux propriétaires voisins ou pour le destiner à une certaine catégorie de gens qui saura l'apprécier et l'on s'éloigne donc du caractère public. Par contre, si l'on arrive à maintenir l'espace public réellement public, à disposition de tous, on offre un espace qui peut compléter là où on habite, qui peut devenir l'espace principal du logement et diminuer ainsi le besoin de taille des logements.